



Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail.

Appel à se mobiliser, à se mettre en grève le Jeudi 23 septembre

L'École a été soumise à rude épreuve et nous avons fini l'année dans un état de fatigue rarement atteint. Pour cette rentrée, c'est encore le **manque d'anticipation et la confusion** de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire : **cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation** dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages.

Le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public !

- le refus de créer des postes sous statut d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, collèges et lycées... la poursuite des suppressions de postes notamment dans le 2d degré : **le déploiement d'heures supplémentaires organisé pour pallier le manque d'enseignants est une réponse inadaptée !**
- Rien qu'à l'université, **un plan d'investissement nécessiterait 5 milliards** (au lieu de faire des réformes comme la suppression de l'impôt sur la fortune qui en donne 5 milliards chaque année aux plus riches)

NON à l'entrée massive de contractuels dans les écoles, Oui à l'ouverture des listes complémentaires !

- pas de revalorisation des salaires prévue après plus de 10 ans du gel du point d'indice cela signifie **pas de revalorisation de salaire attendue** : une deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards ; rémunération individuelle et au mérite inacceptable !

Notre Ecole ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

Le ministère projette de transformer l'École en profondeur avec ...

- le projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école
- la création de hiérarchies intermédiaires comme l'a annoncé Macron à Marseille
- le pilotage par l'évaluation.

Nos organisations syndicales dénoncent ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation en ajoutant qui plus est des contraintes pour tous !

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes. Que ce soit la réforme de l'enseignement professionnel ou celle du lycée et du BAC, toutes les réformes sont faites contre l'avis des personnels et conduisent toutes à augmenter l'emprise managériale.

Nos organisations appellent tous les personnels à se mobiliser afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Education : elles appellent les personnels à se réunir, y compris avec les parents d'élèves, **pour lister les revendications et organiser les mobilisations nécessaires**

Nous ne pouvons accepter de tels reculs !

Comme l'appel intersyndical national, nos organisations syndicales du Maine et Loire appellent les personnels à la grève massive **Jeudi 23 septembre** pour exiger un plan d'urgence pour l'Education, le retrait des projets destructeurs pour l'École. Plus largement, dans le cadre interprofessionnel, préparons le 5 octobre.

TOUS ENSEMBLE en grève le jeudi 23 septembre à Angers,

9h30 : Assemblée Générale Salle Pelloutier

11h : manifestation de la place Imbach vers l'Inspection Académique